

Comité consultatif sur l'application des droits

Dix-huitième session
Genève, 2 – 4 juin 2026

MÉCANISME MIS EN PLACE PAR LA CHINE POUR PROMOUVOIR L'UTILISATION DE LOGICIELS LÉGITIMES ET SES RÉSULTATS

*Contribution établie par M. Hui Zhang, directeur adjoint de la Division de la supervision et de l'application des droits, Département du droit d'auteur, Administration nationale du droit d'auteur de la Chine, Beijing**

RÉSUMÉ

Afin de protéger intégralement les droits d'auteur sur les logiciels, d'encourager le développement et l'application des technologies logicielles et de promouvoir la croissance de l'industrie du logiciel, la Chine a mis en œuvre des initiatives visant à promouvoir l'utilisation de logiciels légitimes (légalisation des logiciels). En intégrant des mesures économiques, juridiques et administratives, la Chine a renforcé la protection des droits d'auteur sur les logiciels, sensibilisé le public à l'utilisation légitime des logiciels et obtenu des résultats remarquables.

* Les opinions exprimées dans ce document n'engagent que l'auteur et ne sont pas nécessairement celles du Secrétariat de l'OMPI ou de ses États membres.

I. MÉCANISME DE LÉGALISATION DES LOGICIELS

1. Les logiciels jouent un rôle essentiel dans l'avancement de l'innovation en matière de technologies de l'information et sont au cœur des technologies de l'information de nouvelle génération et à la base du développement économique numérique. L'industrie du logiciel est un pilier fondamental et stratégique de l'économie nationale et de l'informatisation de la société, les industries de l'information centrées sur le logiciel étant le moteur du progrès économique et social moderne.

2. Le Gouvernement de la Chine attache une grande importance à la protection des droits de propriété intellectuelle. Depuis 2001, il s'efforce, avec succès, de faire en sorte que toutes les agences gouvernementales adoptent des logiciels légitimes.

3. Pour consolider cet acquis et mettre en place un mécanisme durable, le Conseil d'État a approuvé en 2007 la création d'une conférence interministérielle conjointe sur la promotion de l'utilisation de logiciels légitimes dans les entreprises, dirigée par l'Administration nationale du droit d'auteur de la Chine et comprenant neuf départements, dont les ministères de l'industrie de l'information, des finances et du commerce. En 2012, le Conseil d'État a approuvé la création d'une conférence interministérielle conjointe dirigée par l'Administration nationale du droit d'auteur de la Chine et comprenant 15 départements, dont les ministères de l'industrie et des technologies de l'information, et des finances. La conférence est chargée de coordonner la promotion de l'utilisation légitime des logiciels dans les agences gouvernementales et les entreprises, de rechercher et de formuler des politiques et des mesures pertinentes, de superviser et de contrôler la mise en œuvre dans les régions, les départements et les unités, et d'organiser des activités de publicité et de formation.

4. En 2013, le Conseil d'État a publié ses "Mesures administratives relatives à l'utilisation de logiciels légitimes par les organismes publics", qui précisent les responsabilités des organismes publics à tous les niveaux et des services concernés. Les membres de la conférence conjointe ont publié de nombreux documents d'orientation conformément à leurs mandats respectifs. Par exemple, le Ministère des finances a renforcé les orientations sur l'achat légitime de logiciels, l'Administration nationale du droit d'auteur de la Chine a intensifié les inspections pour contrôler l'utilisation légitime des logiciels, et l'administration d'État pour la régulation du marché a protégé les droits et les intérêts légitimes des consommateurs de logiciels conformément à la loi. Les agences gouvernementales, à tous les niveaux, ont mis en place des mécanismes de légalisation des logiciels et institué des systèmes complets pour l'acquisition de logiciels, la gestion de l'utilisation, l'évaluation des performances et l'établissement de rapports annuels.

II. MESURES POUR LA LÉGALISATION DES LOGICIELS

5. **Renforcement de la coordination et de la planification.** Depuis sa création, la conférence conjointe n'a cessé de renforcer la synergie interdépartementale et de tirer parti des avantages institutionnels. La conférence organise des réunions annuelles pour faire le point sur les réalisations passées et planifier les tâches futures. Les unités membres renforcent la planification et l'orientation dans leurs domaines réglementaires respectifs en fonction des responsabilités qui leur sont attribuées.

6. **Renforcement des marchés publics.** La conférence a intensifié les efforts en matière d'achat légitime de logiciels, amélioré les orientations destinées aux organismes d'achat centralisés et lancé le réseau d'achat légitime de logiciels. En 2025, les services de l'État ont acquis au total 217 200 logiciels pour un montant de 20,67 millions de dollars É.-U. La fourniture de services d'acquisition de logiciels normalisés, professionnels et efficaces a permis de réglementer les pratiques d'acquisition de logiciels, empêchant ainsi l'utilisation de logiciels pirates à la source.

7. **Renforcement de la supervision et de l'inspection.** Pendant 10 années consécutives, la conférence a supervisé et inspecté les activités de légalisation de logiciels dans les agences gouvernementales, les entreprises publiques et les institutions financières. Entre 2020 et 2025, des inspections ont été menées dans quelque 1 200 organisations et plus de 300 000 ordinateurs ont été examinés. Les résultats des inspections ont fait l'objet d'un audit et ont été publiés sur le site Web de l'Administration nationale du droit d'auteur de la Chine.

8. **Renforcement de la communication et de la sensibilisation.** Lors d'événements tels que la Journée mondiale de la propriété intellectuelle (26 avril), le gouvernement organise des campagnes de sensibilisation à la légalisation des logiciels, notamment à la télévision, dans les salles de cinéma et sur des écrans extérieurs. Elle procède également à la destruction centralisée des logiciels pirates. Depuis 2013, l'Administration nationale du droit d'auteur de la Chine publie chaque année une compilation des travaux de légalisation des logiciels afin de promouvoir ses efforts. En 2022, la province du Hunan a diffusé un message d'intérêt public promouvant la légalisation des logiciels, qui a été visionné plus de 1,753 million de fois en sept jours. Chaque année, le Ministère du commerce promeut les réalisations du pays en matière de légalisation des logiciels au niveau international par le biais de mécanismes bilatéraux d'échange et de coopération en matière de propriété intellectuelle établis avec l'Union européenne (UE), la Suisse et d'autres pays, et par le biais de plateformes multilatérales telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC).

9. **Lutte contre les atteintes aux droits d'auteur dans le domaine des logiciels.** La Chine maintient une forte dissuasion contre la contrefaçon de logiciels et préserve ainsi le développement de l'industrie du logiciel. Par exemple, une entreprise de Chengdu a reproduit illégalement le logiciel Windows XP sans l'autorisation de Microsoft afin de produire de multiples versions pirates entre 2006 et 2008, générant des profits illicites de plus de 402 800 dollars É.-U. Un tribunal chinois a reconnu le contrevenant principal coupable d'atteintes aux droits d'auteur et l'a condamné à trois ans et six mois de prison et à une amende de 137 900 dollars É.-U. Il a ordonné à la société de renoncer à ses bénéfices illégaux et de payer une amende de 1,209 7 million de dollars É.-U. Le traitement rigoureux de cette affaire démontre l'engagement de la Chine à fournir une protection égale aux détenteurs de droits d'auteur nationaux et étrangers et la solidité de son système de protection de la propriété intellectuelle.

III. RÉALISATIONS EN MATIÈRE DE LÉGALISATION DES LOGICIELS

10. **Mise en œuvre complète de la légalisation des logiciels au sein des administrations publiques.** Les organes centraux et étatiques, ainsi que les agences gouvernementales au niveau des provinces, des municipalités et des comtés, ont joué un rôle de premier plan dans la protection de la propriété intellectuelle, démontrant ainsi la détermination du gouvernement à protéger les droits de propriété intellectuelle. Les mécanismes de mise en conformité des logiciels au sein des organes du Parti et du gouvernement – notamment les groupes de travail spécialisés, les systèmes d'approvisionnement, la gestion de l'utilisation, les évaluations de performance et les rapports annuels – continuent d'être harmonisés et perfectionnés.

11. **Progrès significatifs dans la légalisation des logiciels pour les entreprises et les institutions.** Les entreprises publiques centrales, les institutions financières de grande et moyenne taille, les sièges des entreprises publiques provinciales et les entreprises de presse et d'édition ont largement réalisé la légalisation des logiciels. Des progrès ont été réalisés en matière de légalisation des logiciels dans les secteurs de la culture, du tourisme, de l'éducation et des soins de santé.

12. **Développement de logiciels de haute qualité.** En 2024, la Chine a enregistré des droits d’auteur pour plus de 2,82 millions de logiciels informatiques, ce qui représente une multiplication par 15 par rapport aux 139 200 logiciels enregistrés en 2012. Le chiffre d’affaires du secteur des logiciels en Chine atteindra 1,89 billion de dollars américains en 2024, soit près de cinq fois les 350 millions de dollars É.-U. enregistrés en 2012. Le chiffre d’affaires du secteur des logiciels a augmenté à un rythme régulier d’environ 15% pendant plusieurs années consécutives.

IV. CONCLUSION

13. Alors que les travaux de légalisation des logiciels continuent à produire des résultats concrets, le principe selon lequel “protéger les droits d’auteur sur les logiciels, c’est protéger l’innovation” s’est enraciné dans l’esprit du public. “L’utilisation de logiciels légitimes et le rejet du piratage” sont désormais devenus un choix volontaire du public, ce qui favorise un environnement social de plus en plus propice à l’utilisation de logiciels légitimes et constitue un soutien essentiel à la construction d’une nation axée sur l’innovation.

[Fin de la contribution]